

## « Grand Paris : où est la cohérence ? »

Par Yves Daugé\*

(*Libération*, 21 mai 2010)

**A**vec le Grand Paris, le pouvoir en place crée l'illusion du débat, il cherche à séduire avec des architectes et des urbanistes de talent, tandis qu'il a décidé seul une infrastructure de transports hors d'échelle et déconnectée de toute réflexion sur la ville. Il se prépare déjà, avec une loi votée en urgence, à traiter avec les grands groupes des travaux publics et de la promotion.

Qui aujourd'hui peut réellement croire à la pertinence d'un choix technique imposé, aussi démesuré et risqué, qui ne repose sur aucun diagnostic sérieux et partagé ? Où est la cohérence ?

La création d'une grande infrastructure de transport étrangère à la complexité de l'agglomération est censée initier un réseau de nouveaux pôles de développement autour de nouvelles gares. C'est un modèle artificiel copié sur l'urbanisation standardisée que pratiquent surtout les pays émergents à très forte croissance. Ce modèle est fondé sur des économies très spéculatives qui concentrent l'extrême richesse mais aussi l'extrême pauvreté. Ces villes sont gouvernées par un capitalisme urbain sans limite. Elles portent plus d'interrogations et d'inquiétudes que la sécurité et la croissance équilibrée nécessaires à l'économie de la connaissance et de la compétitivité que l'on recherche.

Comment feront-elles face aux risques qu'elles engendrent ? N'a-t-on donc pas compris la crise profonde du capitalisme immobilier et financier ? La modernité n'est pas dans la démesure, mais dans la mesure. New York, Berlin, Londres vivent d'abord sur leur centre : la « cité » est bien au cœur de Londres et les grandes universités sont dans les villes ou dans des centres historiques, Boston, Cambridge, Columbia, Yale, Oxford...

En France plus qu'ailleurs, l'hyperagglomération parisienne est déjà un problème alors que le potentiel de nos villes de province est grand et que nous disposons d'une bonne dizaine de villes qui ont fait la démonstration d'une croissance maîtrisée où l'alliance entre université, recherche, entreprises et qualité de vie donne d'excellents résultats. Toulouse, Grenoble, Lyon, Lille, Strasbourg, Montpellier, Bordeaux, Rennes, Marseille, sont nos chances, autant que la capitale, pour l'attractivité et la compétitivité. Et que dire de la couronne des villes à une heure de Paris : Tours, Orléans, Rouen, Le Mans ? Pourquoi ne pas fonder aussi notre ambition sur elles grâce à l'exceptionnel réseau de TGV ? Face à ces atouts, base d'un aménagement du territoire auquel on tourne le dos, cette idée de métro automatique souterrain de 150 km autour de l'agglomération apparaît déséquilibrant et dangereux, une sorte de provocation à notre conception des villes et du rôle de nos territoires.

En Europe, les villes, les grandes métropoles sont restées gouvernées, malgré les crises sociales qu'elles connaissent, avec une forte volonté politique de maintenir la cohérence avec leur histoire et leur tradition de mixité. Leur attractivité est d'abord fondée sur une assise culturelle et patrimoniale, une sociabilité, une pratique démocratique. Elles mènent un combat difficile contre ce capitalisme urbain né d'une mondialisation qui s'infiltré partout et divise. Avec cette infrastructure financée par les retours attendus de la spéculation, le Grand Paris

prendrait le risque de rompre avec nos combats pour une vraie politique urbaine conforme à nos traditions, conforme aux politiques publiques que l'Etat lui-même a toujours défendues, par exemple avec les villes nouvelles. Le comble ici serait que l'Etat lui-même provoque cette rupture.

Le projet porté par l'Etat est dangereux au plan politique car il tourne le dos à vingt ans de décentralisation. Il cherche à doubler les structures de décisions démocratiques en créant un opérateur supplémentaire «à sa main» et des droits de préemption à sa disposition.

Il est dangereux au plan financier car l'Etat désargenté se pose en «spéculateur en chef», allant même dans les communes jusqu'à détruire les solidarités qui se construisent en promettant l'argent de la spéculation ou le rêve. Loin de cette vision, la priorité absolue du Grand Paris, c'est d'abord une vraie politique de la ville, de requalification urbaine et de projet urbain dans une vision globale qui relie Paris aux villes de sa couronne et plus généralement qui relie l'ensemble des villes de l'agglomération.

\*Sénateur PS d'Indre-et-Loire, ancien directeur de l'urbanisme et des paysages, ancien délégué interministériel à la Ville.